ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 16 MARS 1986 DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Union Républicaine et Démocrate



MARC HOURTAL

38 ans
Directeur de Société
Membre des Amis de l'Institut Charles-de-Gaulle
Membre du Cercle Républicain
Secrétaire Général de l'Union Libérale de Progrès

Suppléants : Christian JAMIN
Alain BISCHOFF

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

J'ai sérieusement réfléchi à la décision de me présenter à vos suffrages. Malheureusement pour la France et encore une fois de plus depuis 1974, l'Opposition Nationale n'a pas su s'unir. Et plus particulièrement en Seine-et-Marne.

De plus, elle est tellement assoiffée de pouvoir, qu'elle néglige même les vrais problèmes des départements et des régions.

Constatant que le socialisme à "la française" a produit UN MILLION de chômeurs de plus, la diminution du pouvoir d'achat, et un fort endettement de la France.

A cause de tout celà, je suis contre une forme quelconque de cohabitation estimant que celle-ci mettrait gravement en danger la France et ses Institutions.

Je suis libéral, démocrate et républicain.

Je serai au service et à l'écoute des Seine-et-Marnaises et Seine-et-Marnais, mais rien ne se fera sans vous !

Je suis intimement convaincu que les Français ont du bon sens !

Vous êtes déçus de la politique socialiste et vous n'avez vraiment plus confiance en l'Opposition traditionnelle.

L'U.R.D. OFFRE AU PAYS UN AUTRE CHOIX QUE CELUI DU SIMPLE RETOUR EN ARRIÈRE OU D'UNE DÉRIVE VERS L'EXTRÊME DROITE.

L'U.R.D. PROPOSE AUX FRANÇAIS D'ÉLARGIR L'OPPOSITION D'AUJOURD'HUI, QUI SERA DEMAIN LA MAJORITÉ, EN L'OUVRANT A D'AUTRES MOUVEMENTS.

Vous n'êtes ni pour la Gauche, ni pour la Droite mais pour LA FRANCE.

VOTEZ UNION RÉPUBLICAINE ET DÉMOCRATE
une force politique nouvelle !

• POLITIQUE DE LA FAMILLE

— Allocation minimale équivalente au S.M.I.C. à la mère de famille à partir du 3e enfant.
— Amélioration de l'aide pour la mère de famille célibataire et sans emploi.
— Suppression du plafonnement du quotient famillial.

• INSTITUTIONS - SÉCURITÉ - LIBERTÉ

— Recours au Référendum sur les problèmes essentiels du pays.
— Opposition à toute cohabitation avec F. MITTERAND.
— Confirmation de peines très lourdes et effectuées et peut être retour à la peine de mort dans les cas suivant :
  – Assassinat, viol et enlèvement d'enfant,
  – Meurtres commis à l'égard des représentants de la force publique,
  – Trafics de stupéfiants,
  – Prises d'otages,
  – Terrorisme.

• LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Toute réponse idéologique à la gangrène du chômage a démontré son irréalisme et son inefficacité. D'ailleurs, ni le libéralisme intégral ni surtout le collectivisme n'ont apporté de solutions satisfaisantes.
Nous pensons que les entreprises nationalisées doivent rester des exceptions, et l'État n'intervenir que lorsque il y a risques d'inégalités, pertes d'emplois injustifiées, transferts indûs des charges vers la collectivité. En outre, il faut rappeler que la lutte contre le chômage ne peut être isolée de la défense du franc, de la lutte contre l'inflation, l'U.R.D. ne saurait proposer des remèdes miracles mais prétend que des progrès considérables peuvent être apportés par :
— Toutes mesures favorisant la création d'entreprises.
— Des mesures d'aides spécifiques à la création de PMI-PME, qui constituent l'une des bases essentielles du tissus industriel français.
— La prise conjointe du risque de l'innovation par les industriels et le système bancaire.
— L'aide à la recherche et au développement relayés par l'industrie.
— La reprise des investissements productifs, ce qui suppose :
  – Faire de la compétitivité un objectif prioritaire en allégeant au maximum les charges de l'entreprise, plus particulièrement les P.M.E.
  – Aider à la mobilisation des ressources financières de l'entreprise par les mécanismes bancaires, tant pour le marché interne que pour l'exportation.
  – Aménager la fiscalité du bénéfice, et diversifier les modalités juridiques d'apports de fonds propres des P.M.E., car ce type d'entreprise est le plus fragile face à la concurrence étrangère.
  – Limitation de l'immigration par la mise en œuvre d'une véritable procédure de visa pour les ressortissants ne provenant pas de la C.E.E.
  – Recherche d'accords sur la flexibilité de l'emploi.
  – Développer la participation des salariés par l'actionnariat.

• AGRICULTURE

Situation actuelle :

De tous les secteurs de la vie économique, un seul paraît systématiquement ignoré des propositions des formations politiques : l'AGRICULTURE. Pourtant, qui pourrait nier que jamais notre pays n'a élaboré de politique agricole moderne ?
Les progrès réalisés ces dernières années, notamment en termes de productivité, l'ont uniquement été grâce aux organisations de la C.E.E., mais paradoxalement ils n'ont pas profité aux agriculteurs eux-mêmes, qui ont vu leur niveau de vie se dégrader et leurs difficultés s'accroître considérablement :
— Les productions les plus importantes sont celles qui nécessitent le plus de subventions comme les céréales, alors que nous sommes importateurs nets de viande, de légumes, de poissons... d'où la remise en cause actuelle du Marché Commun agricole et la nécessité de solutions rapides en vue de réorienter la production vers les débouchés disponibles :
  – En aval, absence d'une puissante industrie agro-alimentaire.
  – Financements inadaptés, contrairement à nos partenaires.
  – Dépopulation accroissant le chômage urbain.
  – Pas de formation technique et financière des hommes (6 fois moins d'établissements que la Hollande).
  – Crédit souvent saupoudrés en fonction de situations électorales.

Propositions :

L'U.R.D. estime que la mise en œuvre d'une politique agricole moderne, tout en tenant compte des règles du Marché Commun, implique :
1) Une réforme foncière favorable aux agriculteurs, et qui détourne l'attrait des banques et des citadins vers d'autres investissements.
2) Une réforme du crédit et des taux qui tienne compte des spécificités du monde agricole en termes de cœfficients de capital.
3) Formation technique et commerciale à hauteur de l'importance de l'agriculture dans le produit national français préparant réellement les agriculteurs à affronter les mutations en cours, à s'adapter aux besoins nouveaux.
4) Défense vive de nos produits agricoles, de nos prix, de nos qualités.
5) Création d'un LABEL FRANCE QUALITÉ régional.
6) Création d'un Fond de promotion rurale, permettant **A NOS JEUNES** agriculteurs **DE S'ETABLIR** et à **NOS ANCIENS** d'arrêter dans **LA DIGNITÉ**.
7) Création de zone d'activités Régionales **A DES PRIX ÉCONOMIQUES** ! de manière à aider à l'épanouissement et à la création de nouvelles entreprises, donc générateur d'emplois dynamiques.
8) Défendre nos droits Régionalement sur la fiscalité des entreprises et des taxes professionnelles.

VOTEZ UNION RÉPUBLICAINE ET DÉMOCRATE
une force politique nouvelle !

Vu, le candidat

Imprimerie La Renaissance, 11, rue de Tanger, 75019 Paris